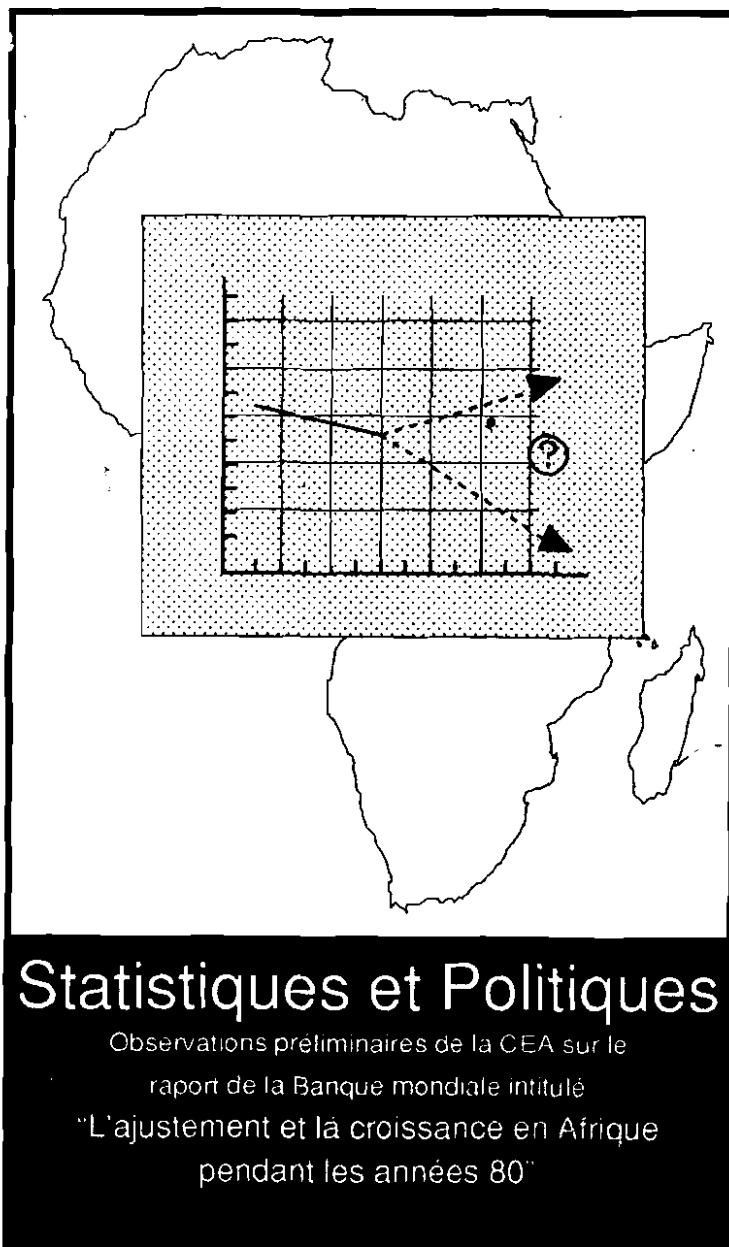
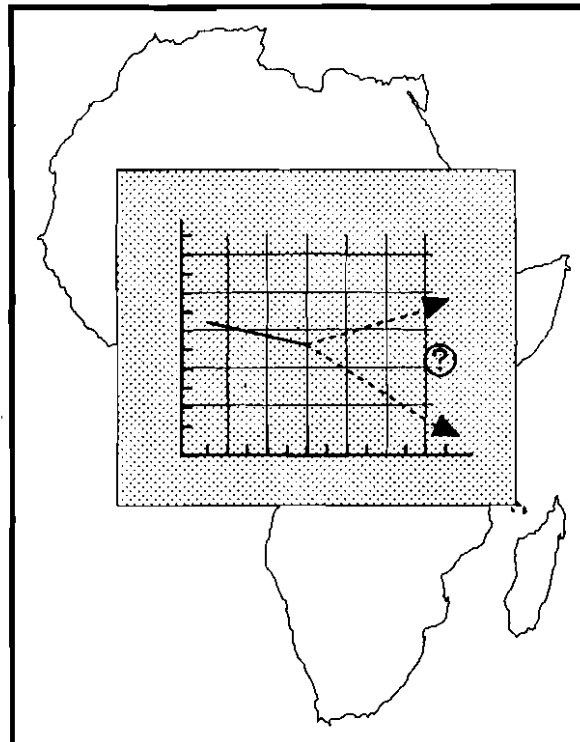


59985

314.114.33



59935



Statistiques et Politiques

Observations préliminaires de la CEA sur le
rapport de la Banque mondiale intitulé
"L'ajustement et la croissance en Afrique
pendant les années 80"

Nations Unies



Commission Economique
pour l'Afrique

Avant-propos

La ving-quatrième session de la Commission/quatrième réunion de la Conférence des ministres de la CEA, réunie à Addis- Abeba du 6 au 10 avril 1989, se déclarant préoccupée par l'évaluation présentée dans le rapport de la Banque mondiale et du PNUD intitulé "L'ajustement et la croissance en Afrique pendant les années 80", a adopté la résolution suivante:

16(X). Situation économique actuelle de l'Afrique

La Conférence des ministres,

Ayant examiné les résultats de l'examen à mi-parcours du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique,

Ayant examiné également le Rapport économique sur l'Afrique 1989 de la CEA,

Considérant que la situation économique de l'Afrique reste critique malgré une amélioration de la production agricole,

Préoccupée par le tableau brossé dans le récent rapport de la Banque mondiale et du PNUD intitulé "Ajustement et croissance en Afrique pendant les années 80", qui, non seulement est différent du rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur l'examen à mi-parcours du Programme d'action des Nations Unies et du rapport ayant fait l'objet d'un consensus à la quarante-troisième session de l'Assemblée générale sur le même sujet, mais ne concorde pas non plus avec deux études récentes réalisées par la Banque mondiale en 1988 à savoir: "Au-delà de l'ajustement: Vers une croissance durable et équitable en Afrique subsaharienne" et "Rapport sur les prêts et l'ajustement",

1. Rend hommage au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour la qualité du rapport qu'il a présenté à la quarante-troisième session de l'Assemblée générale sur l'examen à mi-parcours du Programme d'action, rapport reflétant fidèlement la situation économique de l'Afrique de 1986 à 1988;

2. Rend également hommage au Secrétaire exécutif pour le Rapport économique sur l'Afrique, 1989 de la CEA qui présente un tableau réaliste des résultats des économies africaines et se félicite de l'intérêt qu'il a soulevé lors de son examen;

3. Se déclare profondément préoccupée par les divergences constatées, d'une part, entre le rapport de la Banque mondiale et du PNUD et, d'autre part, le rapport de l'étude à mi-parcours des Nations Unies et les réalités économiques de l'Afrique;

4. Demande instamment au Secrétaire exécutif de la CEA de publier un document faisant ressortir les divergences techniques et statistiques du rapport de la Banque mondiale et du PNUD, pour permettre une analyse objective de la situation économique du continent;

5. Demande également que, dans un souci d'information, le document de la CEA soit largement diffusé pour redresser la situation.

Extraits de :

"L'ajustement et la croissance en Afrique pendant les années 80", Banque mondiale et PNUD, mars 1989

(toutes les citations sont présentées en italiques ou dans des cadres)

Cadre 1

L'Afrique subsaharienne est souvent vue comme une région désespérément et inéluctablement sur le déclin.

Si l'on y regarde de plus près, toutefois, les statistiques le plus souvent mentionnées masquent une situation à la fois plus complexe et moins sombre.

Cadre 2

Groupement des pays dans le rapport de la Banque mondiale:

Programmes
de réforme énergiques (19)
de réforme faibles (12)
Pas de programme de
réforme (14)

Exportateurs de pétrole
RI-X (5)
Importateurs de pétrole
RI-M (6)
Importateurs de pétrole
IDA (34)

Exposition à des chocs
Pas d'exposition à des chocs

Introduction

1. Le rapport intitulé "L'ajustement et la croissance en Afrique pendant les années 80" (rapport de la Banque mondiale) est le plus récent des efforts déployés par la Banque mondiale pour démontrer l'impact des programmes de réforme sur les conditions socio-économiques dans les pays africains. Les pays ayant des programmes de réforme vigoureux ont été définis dans ledit rapport comme étant *"convenus de programmes d'ajustement avec la Banque mondiale et le FMI en 1985-1987"*

2. Les auteurs de ce rapport ont opté pour une perspective assez étroite en se limitant à l'observation de quelques indicateurs économiques programmes de réforme et n'ayant pas subi de chocs au milieu des années 80 obtenaient des résultats sensiblement meilleurs que les autres. Mise à part la question de savoir si le rapport de Banque mondiale appuie sur des preuves scientifiques la définition du succès des programmes d'ajustement, il convient de noter que l'évaluation y figurant de la situation économique de l'Afrique contraste nettement avec le rapport du Secrétaire général présenté à l'Assemblée générale des Nations Unies en 1988 sur l'examen à mi-parcours de l'application du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Et pourtant, la position exprimée dans le rapport, paraphrasée dans le premier paragraphe du résumé du rapport de la Banque mondiale, est caractérisée, aux dires des auteurs, par une interprétation superficielle des données (voir cadre 1).

3. Dans la présente réponse préliminaire au rapport de la Banque mondiale, le CEA centrera ses observations sur le résumé analytique et le chapitre 6 de l'étude, qui donnent ensemble le sens général des conclusions et des arguments de la Banque mondiale. Cette réponse vise à décrire et commenter les méthodes utilisées par la Banque mondiale pour réunir, présenter et analyser les données économiques. Il importe de noter que le rapport de la Banque est limité à l'"Afrique subsaharienne", qui ne compte que 45 pays. Le titre du rapport, qui laisse entendre qu'il porte sur l'ensemble de l'Afrique, prête donc à confusion.

4. Aux fins de son analyse, la Banque mondiale subdivise en outre les pays d'Afrique subsaharienne comme indiqué dans le cadre 2. Ce classement soulève un certain nombre de problèmes: i) le classement des pays selon qu'ils ont des programmes de réforme énergiques, faibles ou qu'ils n'ont pas de programme paraît arbitraire, étant donné que les programmes d'ajustement structurel PAS, sous leur forme actuel et selon leur conditionalité actuelle, sont en place depuis 1980. De surcroît, dans plusieurs pays, d'autres programmes assortis de conditionalité stricte sont appliqués depuis la fin des années 60 (voir le

Cadre 3

Les recettes d'exportation ont diminué mais essentiellement du fait de la baisse des prix du pétrole, laquelle a aidé les pays importateurs de pétrole.

Malgré de récentes baisses, les termes de l'échange de l'Afrique restent supérieurs de 15 % à leur niveau du début des années 70.

Cadre 4

Si l'on replace les tendances récentes dans les perspectives des 15 à 20 dernières années - ou si l'on divise l'Afrique subsaharienne en plusieurs grands groupes de pays, notamment selon qu'ils ont ou n'ont pas entrepris d'importantes réformes - la crise semble moins profonde et la voie du redressement plus évidente et plus praticable (non souligné dans l'original).

tableau intitulé "Classification de la CEA"). On ne voit donc pas très bien pourquoi la Banque mondiale a pris 1985 comme point de départ, d'autant qu'elle n'a pas suivi cette pratique dans d'autres rapports récents (exemple: Adjustment lending 1988); ii) l'exclusion des pays exportateurs de pétrole d'Afrique subsaharienne dans certaines présentations statistiques pourrait exiger un examen plus nuancé des relations existant entre ces économies et d'autres économies apparentées; iii) en outre, les critères appliqués au classement des pays touchés par des chocs violents, tels qu'ils sont présentés à la note b) de l'annexe, manquent de précision et risquent de rendre vide de sens un tableau clé (le tableau 20) du rapport.

5 Les conclusions générales du rapport de la Banque mondiale relatives aux résultats de l'économie de l'Afrique subsaharienne - conclusions qui sont largement diffusées - peuvent se résumer comme suit:

- a) Les conditions extérieures sont plus favorables à l'Afrique subsaharienne qu'on le pense communément, surtout si l'on exclut les exportateurs de pétrole de l'échantillon et si l'on compare l'Afrique subsaharienne aux autres pays en développement; (voir cadre 3)
- b) Les conditions intérieures (accroissement élevé de la population, rigidités structurelles, faiblesses institutionnelles, mauvaises politiques) *"ont limité son aptitude à procéder aux ajustements nécessaires à l'achèvement de la période exceptionnellement favorable qu'avaient été la fin des années 70 et le début des années 80"* et doivent être abordées en priorité; et
- c) Les perspectives de redressement sont meilleures qu'on le pense généralement dès lors qu'on exclut les *"anomalies statistiques"*. Il est affirmé que l'on peut constater une nette amélioration des principaux indicateurs économiques tels que le PIB, la production agricole, l'investissement et l'épargne dans les pays ayant pas été touchés par des chocs violents.

6. La phrase reproduite dans le cadre 4 trahit la méthode appliquée au traitement des données et éclaire la manière dont la Banque mondiale est parvenue à ses conclusions centrales concernant la situation de l'Afrique subsaharienne.

7. La collecte, la présentation et l'analyse des données et, partant, le fondement même de l'argumentation de la Banque mondiale, sont articulées autour de deux thèmes:

Cadre 5

En remontant plus loin dans le temps, on constate que la forte baisse des recettes d'exportation, des flux financiers, des termes de l'échange et de la capacité d'importation de l'Afrique subsaharienne enregistrée depuis 1980 constitue d'avantage un retour à la tendance à la long terme (après une période de progrès sans précédent) qu'un déclin continu (non souligné dans l'original).

- a) Les développements des années 70 étaient une aberration (*"une période de progrès sans précédent"* - voir cadre 5) et le déclin des années 80 constitue donc un retour à la normale²; et
- b) La réalité de la situation économique de l'Afrique subsaharienne n'apparaît véritablement que si certains pays, essentiellement les exportateurs de pétrole, sont exclus de l'analyse (voir cadre 4).

8 Ce qui différencie ce rapport de la Banque mondiale d'autres analyses de la situation économique de l'Afrique est la façon dont les données sont compilées, présentées et analysées. Les observations ci-après portent donc sur les méthodes statistiques appliquées et sur l'analyse faite par l'équipe de la Banque mondiale. Afin d'évaluer les conclusions de ce rapport, on a également consulté deux autres études récentes de la Banque mondiale:

- a) Le projet de document intitulé "Au-delà de l'ajustement- vers une croissance durable et équitable en Afrique subsaharienne" (Au-delà de l'ajustement, 1988); et
- b) "Rapport sur les prêts à l'ajustement" (août 1988) (Adjustment, 1988).

9. Pour éviter des divergences dans l'analyse tenant à des écarts entre les ensembles de données, on a utilisé dans toute la mesure du possible les données par pays contenues dans les dossiers de la Banque mondiale. On a également consulté les données disponibles à la CEA ainsi qu'auprès d'institutions spécialisées des Nations Unies (CNUCED, FMI, FAO, etc.).³

Notes

- 1 Toutefois, l'observation de la situation socio-économique par les gouvernements africains et les organisations non gouvernementales souvent présentes sur le continent depuis des décennies va dans un autre sens. Dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, il apparaît nettement à première vue que les conditions de vie de la grande majorité de la population se sont considérablement détériorées pendant les années 80, souvent à la suite de l'application des PAS. Il est donc pour le moins curieux de lire que, *"si l'on y regarde de plus près"*, la situation de la population est meilleure qu'on le pense. Les autres sources consultées par la Banque mondiale pour aboutir à pareilles conclusions ne sont pas citées.
- 2 Le point de vue opposé, précédemment défendu même par certains des partenaires commerciaux de l'Afrique situés au nord, est cependant que l'augmentation des cours des produits de base constatée dans les années 70 a finalement corrigé un grave déséquilibre qu'avait provoqué l'exploitation coloniale des ressources de l'Afrique. Selon cette position, les années 80 ne seraient donc pas *"un retour à la tendance à long terme"*, c'est-à-dire à la normale, mais une période au cours de laquelle les ressources de l'Afrique ont de nouveau été épuisées sur une grande échelle et bien en dessous de leur valeur.
- 3 On notera que la Banque mondiale ne met pas en question la validité des données brutes elles-mêmes. Si tel avait été le cas, les statisticiens et les économistes qui ont recueilli et analysé les données concernant les économies africaines auraient admis sans difficulté qu'il est rare que les données soient suffisantes et que les ambiguïtés, par exemple des données relatives aux comptes nationaux, rendent la planification difficile dans certains pays. Surtout lorsque les taux de change varient considérablement, c'est une tâche extrêmement difficile que d'établir des séries statistiques valables, dans la mesure où le PIB est un indicateur plus que douteux des résultats économiques.

SECTION I

Unidimensionalité et sélectivité dans la collecte et la présentation des données

10. Le caractère le plus frappant du rapport de la Banque mondiale c'est l'unidimensionalité qui caractérise les hypothèses de base, l'approche statistique/méthodologique adoptée ainsi que l'analyse des données. Un examen rapide du rapport de la Banque mondiale laisse à penser qu'on ne peut arriver à certaines conclusions fondamentales que si les données sont exploitées avec une grande sélectivité. C'est particulièrement le cas en ce qui concerne le choix des périodes de référence/des années de base et l'inclusion/l'exclusion d'ensembles de données. A de nombreux égards, les conclusions de la Banque mondiale contredisent les évaluations qu'elle fait dans d'autres études sur les conditions économiques et sociales et les perspectives d'avenir (Beyond Adjustment 1988, Adjustment Lending 1988).

Classements et périodes

Composition des régions et groupements de pays

11. Le rapport de la Banque mondiale ne porte que sur des pays africains subsahariens alors que le titre laisse penser qu'il examine l'Afrique dans son ensemble. La CEA n'approuve pas cette exclusion d'une partie du continent, surtout si dans le titre on prétend étudier le continent dans son ensemble.

12. En ce qui concerne les choix des pays aux fins de la présentation et des analyses statistiques, la Banque mondiale a adopté une démarche inhabituelle en procédant dans le résumé à un nouveau classement des pays: groupes de pays importants et groupes de pays pas si importants.

"Si l'on replace les tendances récentes dans la perspective des 15 à 20 dernières années - ou si l'on divise l'Afrique subsaharienne en plusieurs grands groupes de pays, notamment selon qu'ils ont, ou n'ont pas, entrepris d'importantes réformes - la crise semble moins profonde et la voie du redressement plus évidente et plus praticable".

13. On ne trouve ni définition ni critères d'importance nulle part dans le rapport. Cette affirmation est d'autant plus surprenante que la Banque mondiale est une organisation membre du système plus large des Nations Unies.

Absence de documentation

14. Par ailleurs, la Banque mondiale ne définit pas ses critères d'évaluation des résultats économiques de l'Afrique mais utilise des comparaisons (entre pays et au fil du temps) qui sont cependant contestables comme indiqué plus loin. Ce qui est le plus regrettable, le rapport ne contient pas un ensemble de données - alors que c'est la pratique courante dans d'autres publications - visant à étayer les conclusions par des chiffres. En raison de l'insuffisance de la documentation et des explications, eu égard notamment aux critères utilisés pour inclure et exclure des pays d'un groupement (comme dans le cadre 2) et aux périodes de référence, il est difficile d'utiliser les conclusions du rapport. Des évaluations indépendantes des tendances établies sont donc impossibles dans la plupart des cas. On se trouve par conséquent dans une position très inconfortable pour donner foi au non aux conclusions ainsi énoncées.

Pays appliquant d'énergiques programmes, pays dont l'effort est faible, pays n'appliquant pas de réformes

15. Dans le rapport, la Banque mondiale ne définit pas clairement les critères qu'elle utilise pour classer les pays appliquant d'énergiques programmes, pays dont l'effort est faible et pays n'appliquant pas de réformes. La note b à l'Annexe au rapport indique que le qualificatif "énergique" s'applique aux pays qui ont convenu de programmes d'ajustement structurel avec la Banque mondiale et le FMI au cours de la période 1985-87. Cependant ni les 19 pays ainsi recensés ni la période de référence ne sont conservés dans d'autres par-

ties du rapport. Le chapitre 5 énonce ce qui suit :

"En 1988, le nombre des pays africains ayant entrepris des opérations d'ajustement structurel se chiffrait à 18, et les autres avaient emprunté pour appuyer des réformes sectorielles." (p. 25).

"En 1980-84, 26 des 27 pays subsahariens ayant entrepris un programme d'ajustement avec l'aide du FMI prévoyaient de réduire le ratio des dépenses publiques au PIB - et presque tous se proposaient aussi d'agir sur les recettes" (p. 29).

Le nombre des pays classés comme engagés dans des programmes d'ajustement structurel et la période de référence ne cadrent donc pas avec la définition donnée dans l'annexe.

16. En plus de ces contradictions dans le même rapport, la Banque mondiale, dans divers rapports récents traitant des PAS, n'applique pas les mêmes critères qu'elle utilise pour définir les pays comme réformateurs. Dans le rapport de la Banque mondiale, le Soudan, la Zambie et la Somalie sont exclus de la liste des pays appliquant d'énergiques programmes et figurent dans le lot des pays dont l'effort est faible ou n'appliquant pas des programmes de réformes. Cependant, dans une autre étude de la Banque mondiale (Beyond Adjustment 1988) ces trois mêmes pays figurent parmi les huit pays que la Banque mondiale classe comme "pays appliquant un programme d'ajustement" et sont utilisés dans un tableau pour faire contraster les résultats économiques des pays africains subsahariens procédant à un ajustement avec ceux d'autres groupes. (Voir tableau 1.1, Indicateurs macro-économiques). Dans une autre étude de la Banque mondiale (Adjustment Lending 1988, P.43), la Zambie est classée comme un "pays ayant contracté un important prêt pour l'ajustement".

17. La Banque mondiale compare les résultats économiques des pays appliquant un programme d'ajustement de 1985 à 1987 ("période suivant les programmes d'ajustement structurel") avec la période 1980-1984 (période précédant les programmes d'ajustement structurel). Le choix des années de base ainsi comparées ne reflète toutefois pas les périodes précédant et suivant les PAS. Dès 1980, les programmes du FMI et de la Banque mondiale étaient déjà en place dans un grand nombre de pays et bien-sûr dans les soit-disant "pays appliquant des programmes de

réformes énergiques". Il est donc fallacieux de définir la période 1980-84 comme près-PAS et celle de 1985-87 seulement comme après-PAS.

18. Les variations entre les définitions et les classements font douter des conclusions auxquelles ils permettent d'arriver. La CEA a donc établi sa propre liste de pays africains qui sont engagées dans des programmes de réformes. D'après ce classement, 36 pays africains dont 33 sont subsahariens, ont adopté depuis 1980 des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel avec l'aide du FMI et de la Banque mondiale (voir Annexe).

19. Du fait que les PAS étaient en place bien avant 1985-87, il faudrait comparer par conséquent les résultats économiques au cours de la période 1980-87 avec ceux de la période précédant les années 80 pour affirmer valablement qu'il y a eu succès ou échec des PAS. Les résultats obtenus en ce qui concerne les principaux indicateurs économiques seraient différents et suggéreraient une interprétation différente des données. C'est précisément l'approche adoptée par la Banque dans l'étude "Beyond Adjustment" (voir tableau 1.1 à l'Annexe) et il aurait fallu expliquer pourquoi elle a renoncé à cette approche dans le rapport en question.

Exposition à des "chocs de forte intensité"

20. Les critères retenus pour classer les pays en pays ayant subi des chocs de forte intensité et ceux n'en ayant pas subi du tout sont au mieux nébuleux. Pour arriver à des conclusions valables en ce qui concerne les résultats économiques - comme on le suggère au tableau 20 - Il aurait fallu définir des critères indépendants. Au lieu de cela la Banque mondiale utilise dans le rapport "des taux annuels de croissance agricole (d'après l'indice de la FAO) témoignant de forte variation de la hauteur des pluies..." (rapport de la Banque mondiale p. 39), le second élément étant un exemple de "choc de forte intensité" (positif ou négatif) au cours de la période 1985-87. Le rapport ne précise pas ce qui est considéré comme une variation "importante" de la hauteur des pluies ni en conséquence la variation de la production agricole considérée comme anormale. En outre il est aléatoire d'utiliser le PIB - dont une partie importante est constituée par l'agriculture - comme un indicateur pour un

groupe de pays qui ont déjà été définis comme ayant une production agricole normale selon les critères établis par la Banque mondiale. En définissant ces pays de la façon qu'elle le fait, la Banque mondiale a déjà annoncé la conclusion. C'est un des aspects qui fait qu'une bonne partie du tableau 20 - qui est un élément absolument essentiel dans l'argumentation de la Banque mondiale à propos de l'amélioration des résultats économiques dans les pays appliquant un PAS et ne subissant pas de choc - n'a aucun sens.

Collecte et présentation des données

21. Dans la collecte et la présentation des données, la Banque mondiale a adopté une approche plutôt sélective. En voici quelques exemples:

- Les années de base ou les périodes de base et de référence ne sont pas uniformes dans toute l'étude mais semblent avoir été choisies du moins dans certains cas, pour permettre des conclusions pré-établies (voir ci-après l'exemple donné pour les termes de l'échange);
- Les groupements de pays ne sont pas uniformes dans les tableaux et dans les courbes figurant dans le rapport: i) l'Afrique est subdivisée en pays africains subsahariens et autres; ii) l'Afrique subsaharienne est en outre subdivisée quelquefois en pays exportateurs de pétrole et en pays admissibles à l'IDA; iii) les pays sont répartis entre pays appliquant d'énergiques programmes de réformes ou dont l'effort est faible/pays n'appliquant pas de réformes et en pays subissant des chocs de forte intensité ou des chocs faibles;
- Le choix des produits de base: le pétrole est exclu de la liste des produits de base pour lesquels les cours des exportations et les volumes d'exportation sont indiqués dans les courbes figurant dans le résumé, bien qu'il constitue de loin le plus important produit de base que l'Afrique vend à d'autres régions et représente plus de 60 % des recettes d'exportation totales.

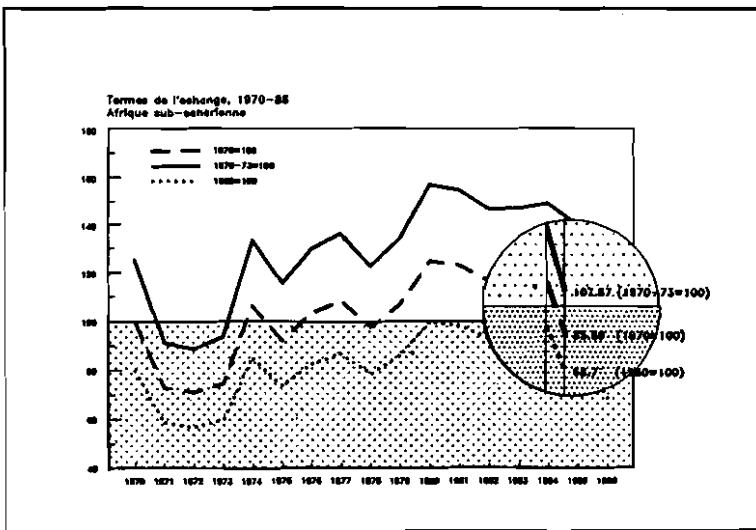
22. L'une des lacunes les plus graves dans le rapport de la Banque mondiale, c'est qu'on

Sujet	Année/période de base= 100
Termes de l'échange	1970-1973
Cours des exportations	1970-1972
Volumes des exportations	1970
Taux d'échange effectif réel	1971-1972
Inflation et taux d'échange nominaux	1971-1972
Prix réels à la production agricole	1980
Production agricole	1979-1981
PIB	1970

n'y explicite pas le choix étrange des périodes de base et de référence, ce qui contraste avec la pratique habituelle. En statistique internationale les années de base changent généralement tous les 10 ans, donc après 1970 il y a eu 1980. Cependant dans le rapport de la Banque mondiale, diverses années et périodes de base sont utilisées selon le sujet à traiter. Des exemples en sont donnés dans le tableau ci-avant.

23. Il est permis de spéculer sur les raisons ayant motivé le choix des périodes de référence. Il est utile cependant de noter que certaines conclusions n'auraient pas été étayées par une autre période de référence. Les termes de l'échange constituent un cas d'espèce. Les observations suivantes se fondent sur des données de la Banque mondiale de 1970 à 1986 dont la CEA a pu disposer. Sur la base 1980 = 100, on obtient 68,7 pour 1986, ce qui représente une baisse de 30 %. Si l'on utilise 1970 = 100, les termes de l'échange en 1986 auraient été 85,9. Au lieu de cela, la Banque mondiale utilise 1970-1973 = 100 et trouve ainsi un accroissement de 7,9 % en 1986 (date jusqu'à laquelle la CEA dispose de données) et de 15 % pour 1987. Bien que les statisticiens puissent quelquefois avoir de bonnes raisons pour tempérer l'effet des "années capricieuses" en utilisant une moyenne de période comme période de base et de référence, cela n'aurait pas pu être le cas ici: de façon surprenante, la Banque mondiale a choisi 1970, 1971, 1972 et 1973 - parmi lesquels trois "années capricieuses" pour réduire la base (voir les courbes ci-après pour trois "scénarios" en ce qui concerne les termes de l'échange).

24. Du fait que la période de référence choisie est 1970-73, l'affirmation sur les termes de l'échange de l'Afrique, 1970-1987 faite dans le rapport de la Banque mondiale ne peut que surprendre les observateurs des économies africaines:



"Malgré de récentes baisses, les termes de l'échange de l'Afrique restent supérieurs de 15 % à leur niveau du début des années 70..."

25. La première courbe dans le résumé sur les recettes d'exportation 1970-1987 illustre le choix opéré en ce qui concerne les produits de base - une courbe linéaire montrant "les pays africains subsahariens" et l'autre "les pays africains subsahariens non pétroliers" et dans l'énoncé qui va avec:

"Les recettes d'exportation ont diminué, mais essentiellement du fait de la baisse des prix du pétrole, laquelle a aidé les pays importateurs de pétrole".

26. Alors qu'il est certainement habituel de montrer les indicateurs d'exportation comprenant et excluant le pétrole, c'est néanmoins un raisonnement unidimensionnel que de comparer simplement les pays africains subsahariens exportateurs de pétrole avec les pays africains subsahariens importateurs de pétrole. En 1986, l'Afrique comptait en tout 12 pays exportateurs de pétrole dont huit au Sud du Sahara. Le Nigéria, l'Angola, le Gabon, le Cameroun et le Congo ont tiré des recettes importantes de leurs exportations pétrolières. Ces cinq pays comprennent plus d'un quart de la population totale de l'Afrique au Sud du Sahara. Au lieu de se consoler du fait que la baisse des recettes d'exportation a été essentiellement causée par la chute des prix du pétrole, on aurait pu affirmer, en se souciant du développement de l'Afrique, que les pays ayant des recettes pétrolières considérables peuvent jouer un rôle stimulateur important dans le commerce intra-régional et dans l'emploi. On se demande si une augmentation des prix du pétrole amènera à inclure de nouveau

ces pays dans les statistiques concernant les pays africains subsahariens.

27. Finalement, il convient d'accorder une attention spéciale aux tableaux statistiques du chapitre 6 qui sont censés montrer l'impact des réformes. Les faits présentés soulèvent un certain nombre de questions: la première, la documentation figurant dans le rapport de la Banque mondiale permet-elle d'utiliser les résultats de cette analyse, de façon indépendante? La seconde question, les catégories utilisées sont-elles précises et leur cohérence peut-elle être vérifiée? Cela ne semble pas être le cas et la sélectivité utilisée aurait dû être davantage explicitée.

28. De façon regrettable, le rapport ne présente qu'une information sommaire pour étayer l'argumentation et non les données par pays sur lesquelles cette information se fonde. Cela ne permet ni à l'étudiant ni au lecteur de retourner à la source et de vérifier les conclusions tirées des données de la Banque mondiale. Ceci est particulièrement important puisque les notes accompagnant les tableaux montrent qu'il y a une incohérence entre les méthodes statistiques utilisées et les pays couverts (par exemple "la composition des groupes varie d'un indicateur à l'autre selon les données disponibles pour l'ensemble des années considérées". "Les taux de croissance globaux sont pondérés, basés sur les valeurs totales pour l'ensemble des pays, et calculés selon la méthode des moindres carrés." (tableau 17) et "les moyennes ne sont pas pondérées". (tableau 19 et tableau 20).

29. Et ici encore, les années utilisées dans le rapport de la Banque mondiale varient sans aucune raison apparente selon les divers indicateurs utilisés dans le même tableau où entre tableaux différents. Au tableau 20 qui est une récapitulation des indicateurs économiques, les périodes 1980-84 et 1985-87 sont utilisées dans la plupart des cas. Cependant pour deux indicateurs, les périodes 1982-84 et 1986-1987 sont utilisées respectivement. Le tableau 19 fait une récapitulation des indicateurs sur les réformes. Il utilise des années de base différentes de celles du tableau 20: 1980-83 et 1986-1987 au lieu de 1980-84 et 1985-1987. Dans certains cas les années 1980-82, 1980-84 et 1980-85 sont utilisées au lieu de 1980-1983.

La crise de l'Afrique - une approche simplifiée

30. L'une des plus vives préoccupations évoquées par le rapport est l'affirmation que *"La crise semble moins profonde et la voie du redressement plus évidente et plus praticable"*. Cette affirmation minimise la fragilité persistante des économies africaines du fait qu'elles sont tributaires des marchés des produits et des marchés financiers internationaux, de l'aide publique au développement et d'une production agricole qui est essentiellement fonction des variations climatiques et de l'absence d'infrastructures d'appui. Il est étonnant qu'en l'espace de quelques mois, la Banque mondiale ait élaboré trois rapports concernant la situation économique de l'Afrique dans le contexte des PAS et ait abouti pourtant à des conclusions tellement divergentes. Ces conclusions vont de la description des PAS commémorant un succès, comme c'est le cas dans le rapport en question, à un scepticisme modéré (Adjustment Lending 1988).

31. Si les autres études de la Banque mondiale insistent nettement sur les liens pluridisciplinaires des aspects sociaux, économiques et écologiques, c'est-à-dire sur un développement durable et équitable (voir *"Au-delà des prêts à l'ajustement"* 1988), les observations contenues dans ce rapport de la Banque mondiale portent exclusivement sur les aspects économiques. Aucune évaluation des effets des PAS sur les conditions sociales et, partant, aucune preuve n'ont été présentées dans le rapport à l'appui de la déclaration lourde de sens figurant dans l'avant-propos:

"La croissance qui semble résulter, du moins en partie, de ce processus de réforme et d'ajustement contribue à relever les niveaux de vie, en particulier celui des pauvres. Ainsi, les réformes agricoles adoptées par un grand nombre de pays augmentent les revenus des petits paysans - qui constituent environ 80 % de la population de l'Afrique subsaharienne et comptent la majorité des plus déshérités".

32. L'optimisme de cette déclaration n'est malheureusement pas étayé par des faits. On ne trouve nulle part dans le rapport une indication de la manière dont la majorité des agriculteurs africains sont liés au secteur agricole structuré qui produit pour écouler sur le marché et bénéficie des prix lorsqu'ils sont élevés. L'évaluation selon laquelle 80 % des agriculteurs africains pratiquent une agriculture de subsistance et sont peut-être à l'abri des mouvements des prix des cultures d'exportation (les prix des cultures vivrières sont actuellement nettement à la baisse dans de nombreux pays) mais sont très touchés par les réductions opérées dans les services de santé et l'enseignement à la suite des PAS, n'apparaît absolument pas dans le rapport de la Banque mondiale.

33. L'omission des coûts sociaux des PAS est particulièrement grave, surtout si l'on tient compte de la vive préoccupation exprimée dans la Déclaration de Khartoum, dans le rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur l'examen à mi-parcours de l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, paru en 1988, ainsi que dans le rapport de l'Assemblée générale ayant fait l'objet d'un consensus lors de sa quarante-troisième session.

34. La Déclaration de Khartoum, les conclusions de la CEA, de l'UNICEF et du BIT, de même que les conclusions d'une multitude d'études indépendantes montrent que les programmes orthodoxes de stabilisation et d'ajustement structurel, non seulement ignorent la dimension humaine, mais aussi tendent à nuire au bien-être de vastes couches de la population, surtout les pauvres et les déshérités. Ce qui est le plus grave, c'est que l'exécution de ces programmes a donné lieu à d'importantes réductions des dépenses publiques consacrées aux secteurs sociaux, en particulier l'enseignement, les soins de santé primaires, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, avec de désastreuses conséquences à long terme pour l'avenir des populations et des économies africaines. C'est pourquoi, lors

de l'examen à mi-parcours de l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, l'Assemblée générale a conclu ce qui suit:

"L'application des programmes d'ajustement structurel a suscité des inquiétudes générales, notamment au sujet des conséquences humaines, sociales et politiques ainsi que des besoins de financement à long terme du redressement économique et des efforts de développement de l'Afrique. (...) Les programmes d'ajustement structurel devraient être conçus de façon que leurs effets socio-économiques défavorables soient limités, et de façon à intégrer la dimension humaine, à améliorer encore le niveau de bien-être des pauvres et des

*groupes désavantagés dans les sociétés africaines, notamment par une réorientation des dépenses sociales et de développement, et à faire en sorte que les mesures d'ajustement et de stabilisation à court terme s'inscrivent bien dans la transformation structurelle à long terme et soient compatibles avec elle"*⁴.

35. De surcroît, tout en remontant loin jusqu'au début des années 60 aux fins d'analyse historique, le rapport de la Banque mondiale n'aborde pas les effets des politiques économiques qu'il propose dans le moyen et le long terme. Or, cette approche est généralement jugée nécessaire pour s'attaquer au fond des problèmes économiques et infrastructurels de l'Afrique (voir "Au-delà de l'ajustement 1988").

L'impact des réformes

36. Le chapitre 6 du rapport de la Banque mondiale, intitulé "L'impact des réformes" contient un certain nombre de conclusions profondes sur les avantages tirés par les pays appliquant des programmes d'ajustement énergiques. Toutefois, de nombreuses affirmations souffrent de l'incohérence des analyses statistiques et économiques.

⁴ Document de l'Assemblée générale A/RES/43/27.

37. Ce chapitre 6 vise essentiellement à prouver deux choses:

a) Les résultats des pays appliquant des programmes de "réforme énergiques" se sont améliorés du fait de l'adoption de programmes d'ajustement structurel en 1985-1987 par rapport à 1980-1984 (c'est-à-dire au cours de la période postérieure à l'ajustement par rapport à la période antérieure). Les pays appliquant des programmes de "réforme énergiques" ont enregistré de meilleurs résultats que ceux qui n'avaient pas de programme ou avaient des "programmes faibles";

b) Les pays appliquant des programmes de "réforme énergiques" ont eu à faire face, d'une part, à un environnement extérieur plus hostile en 1985-1987 que pendant la période 1980-1984 et, d'autre part, à un climat extérieur plus hostile que les pays ayant des programmes de "réforme faibles ou n'ayant pas de programme". En fait, d'après l'étude, la situation de ces derniers s'est améliorée en 1985-1987 par rapport à la période 1980-1984.

38. La Banque mondiale indique que les pays appliquant des programmes de "réforme énergiques" ont pu améliorer leurs résultats en dépit du fait que "depuis 1980, (ces) pays ... ont vu se dégrader simultanément les prix de leurs exportations, leurs recettes d'exportation et leurs termes de l'échange - et (que) le rythme de cette baisse s'est accentué depuis 1985 pour les termes de l'échange et les prix des exportations". En revanche, les résultats insuffisants des pays appliquant des programmes de réforme faibles ou n'appliquant pas de programme sont intervenus à un moment où ceux-ci "bénéficiaient depuis 1985 d'une amélioration des prix de leurs exportations, de leurs termes de l'échange, et de leurs recettes d'exportation, les tendances à la baisse enregistrées pendant les années 1980-1984 s'étant inversées".

39. Un indicateur utilisé par la Banque mondiale pour mesurer les résultats économiques est le PIB. La variation annuelle moyenne en pourcentage de la croissance, en prix constants de 1980, est indiquée pour les périodes 1980-1984 et 1985-1987 (voir le tableau 20 en annexe). Il est affirmé que le taux de croissance du PIB a été supérieur pour les pays appliquant des PAS énergiques, surtout s'ils

Croissance du produit intérieure brut en Afrique pendant la période 1980-1987
(dollars Etats-Unis constants de 1980, prix du marché) (en pourcentage)

Groupes de pays	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	Moy. 1980-1987
réforme énergiques	-3.01	0.33	-3.85	-4.31	6.33	2.82	-1.97	-0.53
effort faible	5.44	3.46	0.66	-1.29	0.13	4.01	1.88	2.00
pas de programme	3.92	3.35	3.53	3.68	6.40	3.62	-2.51	3.50
Afrique subsaharienne	-1.05	1.01	-2.37	-2.94	5.44	3.09	-1.48	0.24
Afr. du Nord	-2.27	3.12	3.63	2.78	1.90	0.19	1.29	1.50
Total Afrique	-1.52	1.81	-0.06	-0.66	3.98	1.92	-0.38	0.73

Source: Dossiers de la Banque mondiale; couverture des pays et classement des pays appliquant des programmes de réforme énergiques, n'ayant pas de programmes ou déployant un effort faible d'après la Banque mondiale; les taux de croissance annuels moyens ont été calculés sous forme de moyennes arithmétiques (préliminaires).

n'étaient pas touchés par des chocs de forte intensité.

40. Les conclusions du rapport s'écartent cependant des éléments présentés par la Banque mondiale dans deux autres rapports ("Au-delà de l'ajustement 1988" et "Adjustment lending 1988"). Il suffit de se reporter aux tableaux 1.1 et 2.6 (voir annexe) pour constater l'incohérence interne des conclusions de la Banque mondiale. Les éléments présentés dans le document intitulé "Au-delà de l'ajustement 1988" présentent un tableau assez différent et sont particulièrement intéressants "si l'on replace les tendances récentes dans la perspective des 15 à 20 dernières années", comme il est suggéré dans le rapport. Ainsi, les indicateurs macro-économiques tels que le PIB auraient évolué beaucoup moins favorablement au cours de cette période. Alors qu'en 1965-1970 et en 1970-1975, le taux de croissance annuel moyen du PIB (selon le classement de l'étude) se situait respectivement à 4,9 et à 5,6 %, il est tombé à 3,5 % au cours de la période 1975-1980. Toutefois, une chute encore plus nette, jusqu'à zéro, s'est produite au cours des années 80, la période considérée étant les années 1980 à 1986. Le rapport examine les "Six Grands" (Ethiopie, Kenya, Nigéria, République-Unie

de Tanzanie, Soudan et Zaïre) séparément et constate une baisse nette du taux de croissance annuel moyen du PIB, qui est tombé de 6 et 3,6 %, respectivement pour les périodes 1965-1975 et 1975-1980, à 1,6 % pendant les années 80.

41. En outre, d'après la nouvelle compilation et l'analyse faite par la CEA des données de la Banque mondiale relatives au PIB (en dollars des Etats-Unis constants de 1980, prix du marché), données contenues dans des disquettes fournies par la Banque mondiale et devant être publiées avant la fin de l'année, font apparaître un tableau plutôt différent de celui que présente la rapport de la Banque mondiale. Les pays d'Afrique subsaharienne ont été groupés selon la liste de la Banque mondiale en pays à programmes de réforme énergiques, sans programme de réforme ou à effort faible. Les taux de croissance annuels moyens correspondant à ces groupes ont été calculés par la CEA sur la base de moyennes pondérées au lieu de moyennes non pondérées, comme l'avait fait la Banque mondiale dans le tableau 20 (voir note). C'est pourquoi les résultats obtenus par la CEA diffèrent sensiblement de ceux que présente la Banque mondiale dans le tableau 20, étant donné que la Banque mondiale avait accordé le même poids à tous les

pays (entre autres, au Nigéria qu'à la Gambie). Soit dit par parenthèse, la différence d'approche apparaît dans le rapport de la Banque mondiale lui-même si l'on compare les résultats figurant au tableau 1 concernant l'Afrique subsaharienne à ceux qui figurent au tableau 20.

42. Il ressort des calculs de la CEA que pendant la période 1980-1987, les résultats des pays d'Afrique subsaharienne appliquant des PAS énergiques étaient les plus mauvais de tous les groupes; leur taux de croissance annuel moyen négatif de -0,3 % contrastait avec un taux positif de 2 % dans le cas des pays déployant un effort faible et un taux relativement élevé de 3,5 % dans le cas de pays n'appliquant pas de programme. La combinaison de ces trois taux de croissance représente pour la période 1980-1987 un taux de croissance moyen de 0,24 % pour les pays subsahariens.

43. Le taux de croissance négatif enregistré par les pays subsahariens appliquant des PAS énergiques a donc ramené le taux de croissance global de l'Afrique subsaharienne à 0,24 %. Grâce à la croissance de 1,5 % enregistrée par les pays d'Afrique du Nord entre 1980 et 1987, le taux global pour l'ensemble de l'Afrique s'est légèrement amélioré au cours de cette période, pour se situer à 0,73 %.

44. Aux fins de toute analyse détaillée, il faut bien entendu noter que chaque groupe comporte des pays à taux de croissance positifs et négatifs pendant cette période. Les taux de croissance sont fonction d'une multitude de facteurs, dont les conditions climatiques, la situation des marchés des produits de base, l'apport de ressources extérieures, la situation de la dette et des éléments d'ordre structurel. De ce fait, à essayer d'établir une relation directe entre tendances de la croissance et adoption ou non adoption de PAS, on risque de commettre une simplification excessive et d'aboutir à des erreurs.

45. L'analyse et les conclusions fondées sur les comparaisons présentées au chapitre 6 du rapport de la Banque mondiale sont arbitraires et dénotent une manipulation pure et simple des données pour prouver une position fixée d'avance. A cet égard, on peut formuler les observations suivantes :

a) L'affirmation selon laquelle les pays appliquant des programmes de réforme énergiques ont retiré davantage de bénéfices, en termes de flux d'aide et d'allègement de la dette, que ceux appliquant des programmes faibles ou n'appliquant pas de programme, démontre simplement que la conditionalité et la conditionalité croisée se sont intensifiées au point de constituer un réel problème. Les pays qui n'adhèrent pas aux PAS du FMI et de la Banque mondiale sont pénalisés et privés de flux de ressources. Cette situation devrait être un sujet de vive préoccupation plutôt que de satisfaction, comme le décrit le rapport. En fait, les efforts de réforme intérieure de nombreux pays africains ont été entravés par ce facteur même. Par exemple, la Banque mondiale a conclu elle-même dans un autre rapport que le financement et la durabilité des programmes d'ajustement s'étaient l'un l'autre et qu'un financement insuffisant était l'une des raisons du renversement de politique opéré en Zambie (Ajustement Lending, page 7). Il faut en fait se féliciter de ce que les "pays appliquant des programmes de réforme faibles ou n'appliquant pas de programme" soient parvenus à enregistrer quelques résultats positifs malgré la baisse du niveau des flux de ressources;

b) Il est surprenant de lire dans le rapport de la Banque mondiale que:

"Du fait de cet appui, les pays réformateurs ont pu laisser le déficit de leurs comptes courants s'élargir progressivement en 1986 et 1987, tant en chiffres absolus qu'en pourcentage de leur PIB. En 1987, le déficit global des comptes courants (avant dons) des pays réformateurs (hors Nigéria) avait plus que doublé par rapport au niveau peu élevé où il se situait en 1984-1985 et correspondait aux deux tiers du chiffre de 1980-1982, années où les emprunts étrangers avaient été particulièrement élevés. En revanche, les pays non réformateurs ont dû continuer à comprimer leurs déficits, dont le niveau est tombé à moins de ce qu'il était au début des années 80".

Les auteurs du rapport transforment manifestement une détérioration de la situation des pays "réformateurs" en un indicateur de succès. Comme la Banque l'a indiqué elle-même dans son rapport sur les prêts à l'ajus-

tement, les prêts à l'ajustement visent à appuyer des politiques propres à ramener les déséquilibres extérieurs à un niveau plus acceptable (Adjustment Lending, page 2) et non pas à les aggraver, comme le rapport de la Banque mondiale voudrait nous le faire croire;

c) Le rapport contient des affirmations catégoriques concernant l'impact des PAS sur diverses catégories économiques, monétaires et financières, bien que la faiblesse de la base statistique utilisée à cette effet y soit reconnue:

"Dans la mesure où les tendances récentes varient beaucoup d'un pays à l'autre, il n'est pas possible d'en tirer des conclusions définitives. Mais si l'on compare les résultats des pays qui ont entrepris des réformes à ceux des pays non réformateurs, on constate que la combinaison de ces réformes et d'une aide accrue a débouché sur une accélération de la croissance de la production agricole, des exportations, du PIB, et aussi des investissements - alors même que les pays réformateurs sont confrontés à des termes de l'échange moins favorables".

En outre, il minimise l'effet de quelques-uns des facteurs les plus importants tels que l'effet des facteurs climatiques sur l'agriculture, puis sur les taux de croissance du PIB régional et inclut ou exclut l'effet des "chocs" de façon extrêmement arbitraire sans expliquer ce

qu'est un "choc", ce qu'est un choc de forte intensité, le pourquoi de son inclusion dans certaines années et pas dans d'autres, ni la raison pour laquelle les "chocs" ne s'appliquent qu'à certain pays. Cela rend suspecte la manière dont les faits sont présentés et les conclusions qui en sont tirées.

Conclusion

Nous nous contenterons de rappeler que la Banque mondiale elle-même a indiqué qu'avant de procéder à l'examen de l'expérience passée, deux mises en garde s'imposaient.

"Premièrement, étant donné qu'il n'est pas possible d'isoler l'effet des prêts à l'ajustement des autres facteurs - tels que les chocs extérieurs et les distorsions - touchant les résultats économiques d'un pays donné, les conclusions relatives à l'impact des prêts et programmes d'ajustement appellent des jugements fondés sur des faits incomplets. Les indicateurs quantitatifs présentés ne sont rien d'autre - des indicateurs plutôt que des faits probants "(Adjustment Lending 1988, page 2).

ANNEXE

**Pays africains appliquant des programmes de
stabilisation et d'ajustement structurel avec l'aide du FMI et de la Banque mondiale
Classification faite par la CEA**

Pays	Accord ¹	Année de démarrage	Montant approuvé (en millions de DTS)
Burundi	ASB	1965	4,00
	ASB	1966	5,00
	ASB	1967	6,00
	ASB	1968	6,00
	ASB	1969	4,00
	ASB	1970	1,50
	ASB	1976	6,50
	ASB	1986	21,00
	PAS	1986	50,50
	FAS	1986	27,11
	ASB	1987	-
Congo	ASB	1977	4,70
	ASB	1979	4,00
	ASB	1986	22,40
	ASB	1987	-
Côte d'Ivoire	FEF	1981	484,50
	PAS	1981	150,00
	PAS	1983	250,00
	ASB	1984	82,75
	ASB	1985	66,20
	ASB	1986	100,00
	PAS	1986	250,00
	ASB	1987	-
	ASB	1988	94,00
Egypte	ASB	1962	42,40
	ASB	1964	40,00
	ASB	1977	125,00
	FEF	1979	600,00
	ASB	1986	-
	ASB	1987	25,00
Gabon	ASB	1978	15,00
	FEF	1980	34,00
	ASB	1986	98,69
Gambie	ASB	1977	2,53
	ASB	1979	1,60
	ASB	1982	16,90
	ASB	1984	12,83
	ASB	1986	5,13

¹ Pour les abréviations, voir note à la fin du tableau

Classification faite par la CEA..... (suite)

Pays	Accord ¹	Année de démarrage	Montant approuvé (en millions de DTS)
Gambie (suite)	PAS	1986	21,00
	FAS	1986	10,86
	ASB	1987	-
	FASR	1988	20,50
Ghana	ASB	1966	36,40
	ASB	1967	25,00
	ASB	1968	12,00
	ASB	1969	5,00
	ASB	1979	53,00
	ASB	1983	238,50
	ASB	1984	180,00
	ASB	1984	-
	ASB	1985	-
	PAS	1986	-
	ASB	1986	81,80
	ASB	1987	368,10
	PAS	1987	114,00
	ME	1987	245,40
	FASR	1988	-
Guinée	ASB	1982	25,00
	ASB	1986	33,00
	PAS	1986	84,20
	ASB	1987	11,60
	FAS	1987	36,77
Guinea-Bissau	PAS	1985	-
	PAS	1987	10,00
	FAS	1987	4,76
Guinée équatoriale	ASB	1980	5,50
	ASB	1985	9,20
	PAS	1986	-
	ASB	1986	-
	FAS	1988	11,68
Kenya	FEF	1975	67,20
	ASB	1978	17,25
	ASB	1979	122,48
	ASB	1980	241,50
	PAS	1980	55,00
	ASB	1982	151,50
	PAS	1982	130,90
	ASB	1983	175,95

1 Pour les abréviations, voir note à la fin du tableau

Classification faite par la CEA..... (suite)

Pays	Accord ¹	Année de démarrage	Montant approuvé (en millions de DTS)
Kenya (suite)	ASB	1985	85,20
	ASB	1988	85,00
	FAS	1988	90,17
Libéria	ASB	1963	5,70
	ASB	1964	4,40
	ASB	1965	4,00
	ASB	1966	6,00
	ASB	1967	4,40
	ASB	1968	3,20
	ASB	1969	2,00
	ASB	1972	4,00
	ASB	1973	4,00
	ASB	1974	4,00
	ASB	1976	5,00
	ASB	1979	9,25
	ASB	1980	65,00
	ASB	1981	55,00
	ASB	1982	55,00
	ASB	1983	55,00
	ASB	1984	-
	ASB	1985	-
Madagascar	ASB	1977	9,43
	ASB	1980	10,00
	ASB	1981	76,70
	ASB	1982	51,00
	ASB	1984	33,00
	ASB	1985	29,50
	ASB	1986	30,00
	ASB	1987	-
	FAS	1987	42,16
	ASB	1988	13,30
Malawi	ASB	1979	26,34
	ASB	1980	49,88
	PAS	1981	45,00
	ASB	1982	22,00
	FEF	1983	100,00
	PAS	1983	55,00
	ME	1983	81,00
	FEF	1984	-
	FEF	1985	-
	PAS	1985	109,10
	FEF	1986	-

¹ Pour les abréviations, voir note à la fin du tableau

Classification faite par la CEA..... (suite)

Pays	Accord ¹	Année de démarrage	Montant approuvé (en millions de DTS)
Malawi (suite)	ASB	1988	13,02
	FASR	1988	55,8
Mali	ASB	1964	9,90
	ASB	1967	6,50
	ASB	1968	5,00
	ASB	1969	5,00
	ASB	1971	4,50
	ASB	1982	30,38
	ASB	1983	40,50
	ASB	1984	-
	ASB	1985	22,86
	ASB	1986	-
	ASB	1987	-
	PAS	1987	15,00
	ASB	1988	12,70
	FAS	1988	32,26
Maroc	FEF	1980	-
	ASB	1982	-
	ASB	1983	-
	ASB	1984	-
	ASB	1985	200,00
	ASB	1986	230,00
	ASB	1987	-
	ASB	1988	210,00
Maurice	ASB	1978	7,97
	ASB	1979	73,03
	ASB	1980	35,00
	PAS	1981	15,00
	PAS	1981	-
	ASB	1981	30,00
	PAS	1983	40,00
	ASB	1983	49,50
	PAS	1984	-
	ASB	1985	49,00
	PAS	1985	-
	ASB	1986	-
Mauritanie	ASB	1977	4,71
	ASB	1980	29,70
	ASB	1981	26,00
	ASB	1985	12,00
	PAS	1985	-

1 Pour les abbréviations, voir note à la fin du tableau

Classification faite par la CEA..... (suite)

Pays	Accord ¹	Année de démarrage	Montant approuvé (en millions de DTS)
Mauritanie (suite)	ASB	1986	12,00
	FAS	1986	21,53
	ASB	1987	10,00
Mozambique	FAS	1987	38,74
Niger	ASB	1983	18,00
	ASB	1984	16,00
	ASB	1985	13,48
	ASB	1986	10,11
	PAS	1986	60,00
	FAS	1986	21,40
	FASR	1988	50,55
Nigeria	ASB	1986	
	ASB	1987	650,00
Ouganda	ASB	1971	10,00
	ASB	1980	12,50
	ASB	1981	112,50
	ASB	1982	112,50
	ASB	1983	95,00
	FAS	1987	63,25
République centrafricaine	ASB	1980	4,00
	ASB	1981	10,40
	ASB	1983	18,00
	ASB	1984	15,00
	ASB	1985	15,00
	PAS	1985	30,00
	ASB	1986	-
	FAS	1987	-
	ASB	1987	8,00
Rwanda	ASB	1966	5,00
	ASB	1967	2,00
	ASB	1968	3,00
	ASB	1969	2,00
	ASB	1979	5,00
Sao Tomé-et-Principe	PAS	1986	-
Sénégal	ASB	1979	10,50
	FEF	1980	184,80
	PAS	1980	60,00

¹ Pour les abbréviations, voir note à la fin du tableau

Classification faite par la CEA..... (suite)

Pays	Accord ¹	Année de démarrage	Montant approuvé (en millions de DTS)
Sénégal (suite)	ASB	1981	63,00
	ASB	1982	47,25
	ASB	1983	63,00
	ASB	1985	76,60
	ASB	1986	34,00
	PAS	1986	71,00
	FAS	1986	54,04
	ASB	1987	21,28
	PAS	1987	45,00
	FASR	1988	144,67
Sierra Leone	ASB	1966	7,50
	ASB	1968	3,60
	ASB	1969	3,50
	ASB	1977	9,02
	ASB	1979	17,00
	FEF	1981	163,70
	ASB	1984	50,20
	ASB	1986	23,16
	FAS	1986	36,77
	ASB	1987	-
Somalie	ASB	1964	4,70
	ASB	1965	5,60
	ASB	1966	2,80
	ASB	1967	5,00
	ASB	1968	7,00
	ASB	1969	6,00
	ASB	1970	3,98
	ASB	1980	11,50
	ASB	1981	43,13
	ASB	1982	60,00
	ASB	1985	22,10
	ASB	1986	-
	FAS	1987	28,07
	ASB	1987	33,15
Soudan	ASB	1966	28,50
	ASB	1967	10,00
	ASB	1968	12,00
	ASB	1972	40,00
	ASB	1973	24,00
	ASB	1974	24,00
	FEF	1979	427,00
	ASB	1982	198,00

¹ Pour les abréviations, voir note à la fin du tableau

Classification faite par la CEA..... (suite)

Pays	Accord ¹	Année de démarrage	Montant approuvé (en millions de DTS)
Soudan (suite)	ASB	1983	170,00
	ASB	1984	90,00
	ASB	1985	-
Tanzanie, République-Unie de	ASB	1975	10,50
	ASB	1980	179,60
	FAS	1987	67,95
	ASB	1987	64,20
Tchad	FAS	1987	19,43
Togo	ASB	1979	15,00
	ASB	1981	47,50
	ASB	1983	21,38
	PAS	1983	40,00
	ASB	1984	-
	ASB	1985	15,36
	PAS	1985	67,80
	ASB	1986	23,04
	PAS	1986	-
	ASB	1987	-
	ASB	1988	13,00
	FAS	1988	24,38
Tunisie	ASB	1964	14,25
	ASB	1965	5,60
	ASB	1966	9,60
	ASB	1967	9,61
	ASB	1969	6,00
	ASB	1970	7,50
	ASB	1986	103,65
	ASB	1987	-
	ME	1988	207,30
Zaire	ASB	1967	27,00
	ASB	1976	40,96
	ASB	1977	45,00
	ASB	1979	118,00
	FEF	1981	912,00
	ASB	1983	228,00
	ASB	1984	-
	ASB	1985	162,00
	ASB	1986	214,20
	ASB	1987	100,00

1 Pour les abréviations, voir note à la fin du tableau

Classification faite par la CEA..... (suite)

Pays	Accord ¹	Année de démarrage	Montant approuvé (en millions de DTS)
Zaire (suite)	PAS	1987	55,00
	FAS	1987	124,79
Zambie	ASB	1973	19,00
	ASB	1976	62,00
	ASB	1978	250,00
	FEF	1981	800,00
	ASB	1983	211,50
	ASB	1984	225,00
	ASB	1985	-
	ASB	1986	229,80
	ASB	1987	-
Zimbabwe	ASB	1981	37,50
	ASB	1983	300,00

1 Note: ASB = Accord stand-by
FAS = Facilité d'ajustement structurel
FASR = Facilité d'ajustement structurel renforcée
FEF = Facilité élargie du Fonds
ME = Mécanisme élargi
PAS = Prêts de la Banque mondiale pour ajustement structurel
(qui incluent les prêts du FMI et de l'IDA pour ajustement, le Fonds spécial d'aide à l'Afrique et les cofinancements spéciaux mais excluent les prêts à l'ajustement sectoriel)

Source: Peter Korner et al, The IMF and the Debt Crisis; Etudes du FMI; Rapports annuels du FMI; Annuaire des prêts pour ajustement structurel et Rapports annuels (Banque mondiale); Statistiques financières internationales (FMI), vol. XLII, numéro 8, février 1989

Afrique subsaharienne : Groupe de pays

	Groupe de revenu ^a	Effort global de réforme ^b	Libéralisation ou contrôle de l'agriculture ^c		Suivi des entreprises publiques ^d
			Cultures d'exportation	Cultures alimentaires	
Angola	RI-X				
Bénin	IDA	F	C		X
Botswana	RI-M		C	C	X*
Burkina Faso	IDA	F*	C		
Burundi	IDA*	E*	C		
Cameroun	RI-X		C		X*
Cap-Vert	IDA			L	
Comores	IDA	F			
Congo	RI-X	E*	C		X*
Côte d'Ivoire	RI-M	E	C		X*
Djibouti	IDA				
Ethiopie	IDA	F*		C	X*
Gabon	RI-X				
Gambie	IDA*	E	C	L	X*
Ghana	IDA*	E	C		X*
Guinée	IDA*	E	L	L	X*
Guinée-Bissau	IDA*	E	C	C	X
Guinée équatoriale	IDA	F	C	C	
Kenya	IDA*	E		C	X
Lesotho	IDA				
Libéria	IDA	F	C	C	X
Madagascar	IDA*	E	C	L	X
Malawi	IDA*	E*	C	C	X*
Mali	IDA*	F	L	L	X*
Maurice	RI-M	E			X*
Mauritanie	IDA*	E			X*
Mozambique	IDA*		C	C	
Niger	IDA*	E*	L	L	X*
Nigéria	RI-X	E*	L	L	X*
Ouganda	IDA*			L	X
RCA	IDA*	E	C		X*
Rwanda	IDA		C		X*
Sao Tomé-et-Principe	IDA*				
Sénégal	IDA*	E	C	L	X*
Seychelles	RI-M				
Sierra Leone	IDA	F	C	C	X*
Somalie	IDA	F	L	L	X*
Soudan	IDA	F*			X
Swaziland	RI-M				
Tanzanie	IDA*	E		C	X
Tchad	IDA		C		
Togo	IDA*	E			X
Zaire	IDA*	E	L	L	X
Zambie	IDA	F	C	C	X
Zimbabwe	RI-M	F*	C	C	X*

SOURCE: L'ajustement et la croissance en Afrique pendant les années 80,
Banque mondiale, mars 1989

Table 1.1 Selected Macroeconomic Indicators

Countries	Performance indicators						External shocks					Investment Resource					Savings						
	GDP per capita average annual growth (%)	Growth rate of GDP (%)					Effect on income due to changes in terms of trade (QNY)					Investment (GDI as % of GDP)					Resource inflow (% of GDP)		Savings (% of GDP)				
		Annual average					Annual average (%)					Annual average					Annual average						
		1970-85	1965-70	1970-75	1975-80	1980-86	1987 a	1970-85	1966-70	1971-75	1976-80	1981-85	1966-70	1971-75	1976-80	1980-86	1987 a	1966-70	1971-75	1976-80	1980-86	1987 a	1985	1986
1 Benin	0.3	2.7	1.4	4.1	3.8	-2.1	-6.8	-0.7	-3.3	-8.4	-10.2	14.0	18.2	20.7	16.9	8.9	10.6	13.5	23.1	22.6	12.2	8	0
2 Botswana	9.2	10.0	18.3	12.4	11.9	..	..	..	..	..	..	29.0	49.9	38.5	33.9	..	34.8	25.8	18.3	12.2	..	-13	28
3 Burkina	0.8	2.9	3.1	3.6	2.5	..	-1.9	1.9	-1.4	-1.4	-3.3	11.9	27.3	24.8	20.0	..	11.3	22.3	27.8	28.3	..	4	-7
4 Burundi	2.1	7.3	0.7	4.9	2.9	1.8	-0.5	-2.7	-2.2	5.0	-4.3	6.9	5.5	12.5	18.7	19.8	1.9	5.6	6.9	12.3	12.8	4	9
5 Cameroon	4.6	1.5	4.4	10.9	8.2	-7.7	-1.7	-0.2	2.0	1.4	-8.8	14.3	19.4	21.7	24.4	27.9	1.1	2.8	4.7	-2.9	2.5	13	28
6 CAR	-0.7	3.4	2.2	0.9	1.1	2.7	-8.1	-2.0	-7.2	-6.2	-10.4	19.3	17.9	10.3	11.5	10.8	15.6	13.9	11.5	15.1	16.4	11	2
7 Chad	-0.7	1.4	0.9	-4.5	5.5	..	-1.4	0.7	1.8	-1.7	-4.7	17.2	14.9	19.3	6.5	..	6.2	10.7	18.9	12.1	..	6	..
8 Congo	4.3	5.3	8.1	5.2	5.1	..	-6.1	6.0	-1.2	-12.9	-5.4	28.5	32.4	29.3	39.3	..	24.3	17.9	12.9	3.4	..	5	30
9 Cote d'Ivoire	-0.1	9.1	6.4	7.7	-0.3	-2.4	4.8	-0.9	-2.5	18.1	-0.4	20.3	22.1	26.9	18.5	13.9	-8.8	-3.7	-0.3	-2.8	-5.2	29	22
10 Ethiopia	-0.4	3.8	2.8	3.0	0.6	8.1	-0.6	-0.1	-0.1	-1.2	-0.7	13.5	11.2	8.9	10.8	..	2.1	0.3	4.3	8.5	..	12	3
11 Gabon	3.3	5.6	18.1	0.4	1.5	-12.0	53.9	5.8	27.4	44.6	..	35.8	47.8	43.3	34.4	31.8	-0.7	-2.8	-16.1	-12.9	-2.8	37	19
12 Gambia	-0.1	4.5	8.1	3.5	1.1	..	-4.6	-4.1	-0.1	-5.3	-9.4	8.3	7.5	21.6	22.6	..	2.6	-0.2	19.3	20.1	..	..	..
13 Ghana	-1.7	3.0	0.0	1.0	0.7	..	0.3	1.7	-1.3	2.0	0.0	12.0	11.2	7.5	6.3	..	2.0	-0.7	0.7	1.2	..	8	6
14 Kenya	1.4	5.9	10.0	5.9	3.4	5.1	-4.7	-1.4	-3.4	-3.8	-8.2	20.5	23.2	25.3	24.4	24.7	-0.3	4.4	4.6	4.0	5.4	15	26
15 Lesotho	3.2	2.7	5.8	11.0	0.9	..	..	0.5	..	..	..	10.9	17.2	31.1	34.7	..	41.2	72.2	98.7	124.9	..	-26	-78
16 Liberia	-2.1	6.6	1.8	2.2	-1.3	..	16.7	0.0	12.8	34.4	6.2	19.4	21.9	30.3	14.1	..	-22.1	-14.4	2.6	-2.4	..	27	18
17 Madagascar	-2.1	4.7	0.7	1.5	-0.1	2.2	-4.7	-3.4	-1.6	-6.6	-7.1	15.4	14.5	17.9	15.7	14.6	3.5	4.3	8.7	8.4	5.6	4	10
18 Malawi	1.6	5.0	7.8	5.0	2.4	0.2	-6.4	-4.3	-1.1	-6.4	-11.0	18.2	25.4	29.1	18.3	12.3	14.8	12.9	13.1	5.5	2.3	0	7
19 Mali	0.5	3.3	3.5	5.5	0.4	3.9	-3.6	-1.0	-3.1	-3.4	-5.1	25.3	23.4	22.6	21.2	18.4	9.6	13.7	12.4	18.2	16.9	..	4
20 Mauritania	0.0	4.3	0.2	3.0	1.0	2.8	13.3	-2.5	16.8	15.4	10.3	21.4	22.5	34.8	30.8	20.5	-10.0	5.2	33.2	25.9	6.8	27	15
21 Mauritius	3.4	-0.3	6.9	4.3	4.4	5.7	6.7	-1.6	16.5	8.1	-3.3	12.6	21.2	28.9	20.6	23.0	1.0	-0.5	10.4	3.0	-6.5	13	25
22 Niger	-2.0	-0.4	-1.9	6.4	-2.6	-4.9	2.0	1.7	0.5	-1.3	7.2	6.5	12.6	23.9	16.3	9.1	6.1	9.2	9.9	8.3	4.8	3	7
23 Nigeria	1.5	7.1	7.7	4.2	-3.2	-4.4	51.8	0.9	31.5	60.6	73.9	16.3	22.0	28.0	17.4	15.9	1.8	-6.0	-1.7	1.1	-5.2	17	10
24 Rwanda	1.0	7.6	1.7	8.4	1.8	..	0.9	0.1	0.7	2.0	0.2	7.8	10.5	14.7	16.5	..	6.1	6.8	6.2	11.1	..	5	9
25 Senegal	0.1	2.0	2.5	1.3	3.2	4.3	-2.2	1.6	-1.0	-2.2	-3.9	12.4	18.4	16.3	15.3	14.1	4.6	6.8	10.6	14.0	6.5	8	6
26 Sierra Leone	0.7	5.1	2.4	1.8	0.4	..	-3.7	1.2	-1.8	-3.9	-6.0	14.2	14.0	12.8	12.6	..	2.9	6.5	8.4	7.4	..	9	8
27 Somalia	0.1	4.0	4.5	0.6	4.9	3.3	5.7	-1.4	0.6	9.9	7.8	11.9	17.9	20.1	13.8	28.6	7.1	12.3	17.6	16.0	38.8	8	-5
28 Sudan	-0.3	0.4	3.9	4.5	0.3	1.1	2.1	4.4	1.1	2.6	3.1	13.0	13.7	16.8	16.5	11.2	0.3	3.6	8.5	11.6	5.0	9	4
29 Swaziland	0.6	6.1	7.0	3.4	..	..	-6.0	-0.9	-4.5	1.5	-16.3	19.8	22.1	35.4	27.8	..	0.6	-14.6	16.2	28.9	..	..	..
30 Tanzania	-0.5	6.5	4.5	2.7	0.9	4.5	-1.2	1.4	-1.8	-0.3	-1.7	17.8	22.5	24.6	17.6	18.5	0.5	8.3	9.3	10.6	13.3	16	2
31 Togo	-0.3	6.7	3.7	5.1	-1.1	2.0	11.5	0.4	7.2	18.0	11.4	13.7	21.1	36.9	26.5	17.3	-0.3	3.7	20.0	12.2	10.6	17	13
32 Uganda	-3.6	5.4	-0.2	-4.7	0.7	4.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	13.1	10.5	7.5	13.8	12.0	-1.3	0.1	0.0	2.8	7.2	12	11
33 Zaire	-2.2	3.8	2.5	-1.5	1.0	2.7	-3.0	0.4	-1.5	-0.9	-7.0	10.5	16.3	14.1	13.5	11.9	-9.8	-2.4	1.1	1.0	4.3	30	13
34 Zambia	-1.8	1.6	2.5	0.4	-0.1	-0.2	-20.1	1.1	-12.8	-26.0	-25.6	29.3	35.8	21.9	16.8	10.2	-15.0	-1.0	-0.6	3.2	-0.7	40	13
35 Zimbabwe	1.7	9.2	4.9	1.0	2.8	0.0	-0.5	0.0	-1.1	0.1	-0.6	19.7	25.6	15.4	20.5	16.5	-0.4	-0.3	-1.3	2.5	-2.4	23	20
Total SSA	0.6	4.9	5.6	3.5	0.0	..	1.3	0.3	0.6	0.9	2.2	15.9	20.4	23.6	18.2	..	-0.6	-0.6	2.2	3.9	..	15	11
Less Nigeria	0.1	4.0	4.0	2.9	2.4	..	-0.6	0.0	-0.3	-0.3	-1.0	15.9	19.7	20.4	18.6	..	-1.1	2.4	5.2	5.4	..	..	..
Big Six	0.6	5.5	6.6	3.6	-1.6	-1.3	15.9	1.6	8.5	18.1	24.9	14.8	19.8	24.4	17.1	..	-1.4	-2.9	0.5	3.3	..	..	..
Adjusting countries	-0.6	3.8	4.5	3.1	1.4	1.6	-5.6	-0.1	-3.7	-4.4	-9.1	16.7	20.7	20.6	17.9	16.0	-6.2	0.4	3.8	4.5	1.0	..	..
South Asia	2.3	5.0	2.1	5.9	5.9	..	-2.0	-2.4	-1.5	-2.0	-2.6	14.9	11.9	16.6	17.8	..	..	..	..	..	..	..	..

Notes: Big Six includes Ethiopia, Kenya, Nigeria, Sudan, Tanzania, and Zaire. Adjusting countries are Cote d'Ivoire, Kenya, Malawi, Mauritius, Somalia, Sudan, Zaire, and Zambia. South Asia includes Bangladesh, Burma, Nepal, and Sri Lanka.

a. Preliminary estimates.

Sources: World Bank data files (values in US\$), and World Development Report, 1988.

21-Oct 12:15

SOURCE: World Bank, "Beyond Adjustment: Toward Sustainable Growth with Equity in Sub-Saharan Africa", November 1988

Table 2.6: Indicators of the Sustainability of Adjustment for 30 Adjustment Lending Countries
(percentages)

<i>Indicator</i>	<i>Time</i>	<i>Low-income</i>	<i>Middle-income</i>	<i>Sub-Saharan Africa</i>	<i>Highly indebted countries</i>	<i>Manufacturing exporters</i>
Investment/GDP	Before	19.2	24.7	20.6	23.1	25.0
	After	18.1	19.2	17.1	17.9	22.2
Annual GDP growth	Before	3.0	2.3	2.7	1.2	2.9
	After	2.3	2.2	1.8	1.9	4.9
Budget deficit/GDP	Before	-7.6	-6.0	-6.5	-4.2	-4.4
	After	-7.6	-5.7	-7.5	-7.0	-3.4
Current account/GDP	Before	-9.0	-7.2	-9.4	-6.9	-5.0
	After	-7.0	-4.5	-6.5	-3.7	-2.6
Debt service/exports	Before	20.6	27.6	17.5	34.6	29.0
	After	22.6	30.9	23.4	36.5	28.0
Private consumption per capita growth	Before	-0.8	2.1	-0.7	1.5	3.0
	After	-0.5	0.0	-0.7	-0.9	2.2

Notes: All figures are unweighted group averages. Deficits and decreases are shown with minus signs. Except in the case of private consumption per capita, data cover 30 pre-1985 AL countries and "before" and "after" refer to the three years before and after the first AL. In the case of private consumption growth per capita the data cover 48 AL countries (involving 18 that did not receive AL until 1985 or later) for which "before" is 1978-81 and "after" is 1982-86.

Source: Background work for the report.

SOURCE: World Bank, "Report on Adjustment Lending", August 1988

19 Indicateurs des résultats des réformes

<i>Indicateur</i>	<i>Période</i>	<i>Pays à programme de réformes énergique</i>	<i>Pays sans programme de réformes ou à effort faible</i>
Dépenses publiques (en pourcentage du PIB)	1980-83 1986-87	31,9 29,9	28,9 30,3
Recettes publiques (en pourcentage du PIB) ^a	1980-83 1986-87	23,2 (19,5) 23,9 (18,9)	20,9 (17,7) 21,5 (17,6)
Solde budgétaire (en pourcentage du PIB) ^a	1980-83 1986-87	-8,7 (-12,4) -6,0 (-11,0)	-8,0 (-11,2) -8,9 (-12,7)
Taux d'escompte réel de la Banque centrale (pourcentage)	1980-82 1986	-7,0 -1,0	-7,6 -12,2
Variations des prix à la consommation (pourcentage annuel)	1980-85 1986-87	18 16	23 35
Taux de change nominal (DTS par unité de la monnaie nationale) (indice : 1980-82 = 100)	1986-87	48	55
Taux de change effectif réel (indice : 1980-82 = 100)	1986-87	79	83
Incitations agricoles ^c			
Prix réels des cultures d'exportation (indice : 1980-82 = 100)	1986	146	108
Prix réels des cultures alimentaires (indice : 1980-82 = 100)	1986	115	90
Coefficient de protection nominale pour les principales cultures d'exportation ^d	1980-84 1986	0,9 1,7	0,8 1,1

Source : Voir les sections pertinentes du Chapitre 5.

Note : La composition des groupes varie d'un indicateur à l'autre selon les données disponibles pour l'ensemble des années considérées. Les moyennes ne sont pas pondérées.

a. Les chiffres entre parenthèses excluent les dons.

b. Les chiffres entre parenthèses excluent les pays récemment touchés par des chocs extérieurs d'une grande intensité.

c. L'année indiquée est celle du début de la campagne agricole (par exemple : l'indication 1986 désigne la campagne 1986/87). Pour les indicateurs agricoles, les groupes de pays varient selon les réformes introduites dans les prix et la commercialisation des cultures alimentaires et des cultures d'exportation (voir l'annexe).

d. La subvention implicite à laquelle correspond un CPN supérieur à l'unité tient, dans une certaine mesure, aux appréciations récentes des monnaies des pays de la zone franc CFA, plutôt qu'à des augmentations des prix nominaux à la production.

SOURCE: L'ajustement et la croissance en Afrique pendant les années 80,
Banque mondiale, mars 1989

20 Indicateurs des résultats économiques

(variation annuelle moyenne en pourcentage, sauf indication contraire)

Indicateur	Période	Tous pays		Pays non touchés par des chocs de grande intensité	
		Programme énergétique de réformes	Pas de programme ou effort faible	Programme énergétique de réformes	Pas de programme ou effort faible
Croissance du PIB (prix constants de 1980)	1980-84	1,4	1,5	1,2	0,7
	1985-87	2,8	2,7	3,8	1,5
Production agricole	1980-84	1,1	1,3	1,4	1,8
	1985-87	2,6	1,5	3,4	2,6
Croissance du volume des exportations	1980-84	-1,3 (-11,0)	-3,1 (-0,9)	-0,7 (-4,7)	-5,7 (-2,1)
	1985-87	4,2 (-2,0)	0,2 (-2,5)	4,9 (3,5)	-3,3 (-6,0)
Croissance du volume des importations : hors exportateurs de pétrole	1985-87	1,7 (-7,7)	-2,7 (-3,0)	6,1 (7,4)	-4,0 (-2,2)
		4,8 (6,8)			
Croissance de l'investissement intérieur réel	1980-84	-8,1	-3,7	-3,5	-7,0
	1985-87	-0,9	-7,0	1,9	-4,8
Epargne intérieure brute (en pourcentage du PIB)	1982-84	9,9	2,3	7,8	0,9
	1986-87	10,7	6,0	10,7	5,6
Croissance de la consommation par habitant (réelle)	1980-84	-2,3	-1,1	-2,4	-1,5
	1985-87	-0,4	-0,5	0,7	-0,9

Source : Voir les sections pertinentes des chapitres 2 et 3.

Note : La composition des groupes de pays varie d'un indicateur à l'autre selon les données disponibles pour l'ensemble des années considérées. Sauf indication contraire, les moyennes ne sont pas pondérées. Les taux de croissance ont été calculés selon la méthode des moindres carrés. Les périodes indiquées commencent au début de la première année mentionnée et se terminent à la fin de la dernière année mentionnée. Les chiffres entre parenthèses sont des moyennes pondérées des taux de croissance nationaux, sur la base des valeurs totales pour l'ensemble des pays.

SOURCE: L'ajustement et la croissance en Afrique pendant les années 80,
Banque mondiale, mars 1989